

Brochure n° 3079 | Convention collective nationale

IDCC : 669 | **INDUSTRIES DE FABRICATION MÉCANIQUE DU VERRE**

Accord du 10 juillet 2024

à l'avenant du 20 juillet 2017
portant révision de l'accord du 24 avril 1975
et de l'annexe « Classifications »

NOR : ASET2450821M

IDCC : 669

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FCSIV,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNTVC CGT ;

FCE CFDT ;

Fédéchimie FO ;

CFE-CGC chimie,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu :

- l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, qui substitue notamment ses articles 2.1 et 2.2 aux articles 4, 4 *bis* et 36 de l'annexe I de la convention collective nationale Agirc du 14 mars 1947 pour opérer une distinction entre les « cadres » et les « non-cadres » ;
- le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 qui modifie les articles R. 242-1-1 et R. 242-1-2 du code de la sécurité sociale relatif aux catégories objectives de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective en s'appuyant notamment sur l'appartenance aux catégories de « cadres » et de « non-cadres » en application de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 ;
- l'instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2021/127 du 17 juin 2021, qui prévoient un maintien des garanties collectives de protection sociale complémentaire (prévoyance et frais de santé) mises en place dans les entreprises dans certains cas de suspension du contrat de travail ;

- l’avenant du 20 juillet 2017 portant révision de l’accord du 24 avril 1975 et l’annexe classifications à la convention collective nationale du 8 juin 1972, étendu par arrêté du 15 janvier 2020, publié le 24 janvier 2020 et applicable à compter du 1^{er} septembre 2017 pour les entreprises adhérentes et à compter du lendemain de la publication au *Journal officiel* de l’arrêté d’extension pour les entreprises non adhérentes.

Les partenaires sociaux souhaitent, par le présent avenant, adapter et actualiser l’article 8 de l’avenant du 20 juillet 2017 précité afin de tenir compte des évolutions visées ci-dessus.

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux prennent acte que le renvoi aux dispositions de l’article 36 de l’annexe I de la CCN Agirc a été supprimé. Pour rappel, ce renvoi permettait l’intégration dans la catégorie « cadre » de salariés non cadres pour les faire cotiser au régime de protection sociale complémentaire de l’Agirc. Désormais, pourront être intégrés à la catégorie des cadres certains salariés définis par convention de branche, sous réserve qu’il soit agréé par une commission paritaire de l’association pour l’emploi des cadres (APEC).

Ainsi, les partenaires sociaux souhaitent préciser leur définition des bénéficiaires d’un régime de protection sociale complémentaire et décident :

- de modifier l’article 8 de l’avenant du 20 juillet 2017 alinéa 2 :

« Lorsque le bénéfice du régime complémentaire de protection sociale des non-cadres et des cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de l’ANI du 17 novembre 2017 et ceux ayant fait l’objet d’un agrément APEC est lié à un coefficient hiérarchique déterminé, l’entreprise concernée indiquera à l’organisme de protection sociale le seuil d’accès. » ;

- d’ajouter à l’article 8 de l’avenant du 20 juillet 2017 un alinéa 3 :

« L’employeur peut intégrer certains salariés à la catégorie des cadres pour le bénéfice du régime complémentaire de protection sociale.

Pour le bénéfice du régime complémentaire de protection sociale pouvant être institué au niveau des entreprises de la branche au bénéfice d’une catégorie de salariés définie sur la base du premier critère visé à l’article R. 242-1-1, 1^o du code de la sécurité sociale : les employeurs peuvent décider d’intégrer (voir annexe) :

- la limite des cotisants à titre obligatoire relevant de l’ex-article 4 et du nouvel article 2.1 de l’ANI du 17 novembre 2017 est maintenue à la catégorie 8a – coefficient 390 ;
- le seuil de l’ex-article 4 *bis* et le nouvel article 2.2 de l’ANI du 17 novembre 2017 reste fixé à la catégorie 7a – coefficient 315 et par conséquent valide l’affiliation des catégories 7a (coefficient 315), des catégories 7b (coefficient 345) et 7c (coefficient 375) ;
- sous réserve d’un agrément APEC permettant le maintien de l’ancien article 36, les entreprises relevant du champ d’application du présent accord ont la faculté de faire bénéficier aux salariés relevant de la catégorie des techniciens et agents de maîtrise dont l’emploi est classé :
 - la catégorie 6a – coefficient 230 ;
 - la catégorie 6b – coefficient 250 ;
 - la catégorie 6c – coefficient 270 ;
 - la catégorie 6d – coefficient 290, d’un régime de prévoyance à destination des salariés cadres (sous réserve de l’agrément du présent accord par la commission paritaire rattachée à l’association pour l’emploi des cadres – APEC). Lorsqu’une entreprise fait usage de cette faculté, les salariés susmentionnés n’ont pas à être affiliés au présent régime de prévoyance non-cadres ;

– en outre, l’usage de cette faculté suppose pour l’entreprise, la formalisation de ce choix. »

- l’intégration de ces salariés à la catégorie des cadres n’est pas une obligation, les entreprises qui recourent au premier critère de l’article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale pour définir une catégorie de salariés bénéficiaires d’un régime de protection sociale complémentaire d’entreprise étant libres d’inclure ou non les salariés concernés.

Article 2

Motivation liée à l’absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés :

En application de l’article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visés à l’article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3 | *Durée, dépôt, extension et entrée en vigueur*

Le présent avenant :

- est conclu pour une durée indéterminée ;
- fera l’objet d’un dépôt et d’une demande d’extension dans les conditions fixées par la loi ;
- sera soumis à la commission paritaire APEC en vue de son agrément.

L’ensemble du présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025, mais l’entrée en vigueur de l’article 1^{er} du présent avenant modifiant l’article 8 de l’accord du 24 avril 1975 est conditionnée à l’obtention préalable de l’agrément par la commission paritaire APEC.

Fait à Paris, le 10 juillet 2024.

(Suivent les signatures.)

Annexe

Cadres – article 2.1 (ex-article 4)

Dispositions générales

(extraits des définitions)

Agents ayant acquis par des études ou par expérience professionnelle, une formation appuyée sur des connaissances générales, souvent reconnues par un diplôme, qui lui permettent de se mettre rapidement au courant des questions propres au poste occupé.

CATEGORIE 8 a

Met en œuvre ses compétences dans l'accomplissement de ses fonctions sans assumer une responsabilité complète et permanente qui revient à son responsable hiérarchique. **Coefficient 390**

Après 1 an d'expérience. **Coefficient 410**

CATEGORIES 8 b - Coefficient 450 ; 8 c - Coefficient 550 et 8 d - Coefficient 660

Cadre généralement placé sous les ordres de l'employeur ou de son représentant. Il assume des fonctions sur la base de la stratégie et des objectifs généraux définis par sa hiérarchie et dans le cadre de sa définition de fonction. Il possède des connaissances générales et techniques approfondies qu'il met en œuvre dans le cadre de son travail pour lequel il décide de la marche à suivre. Il peut faire preuve d'autonomie et peut prendre les initiatives nécessaires pour faire face à des situations nouvelles.

Il est admis que la catégorie cadre puisse revêtir deux types de fonctions différentes : les cadres ayant un degré d'expertise important et les cadres exerçant des fonctions d'encadrement, sans exclure les fonctions cumulant l'expertise avec la direction et la coordination d'un groupe de salariés de coefficients moins élevés placés sous leur autorité.

1.- Cadre expert

Cadre dont la compétence spécifique à haute valeur technique, le niveau d'études ou l'expérience lui permettent de mettre en œuvre des connaissances étendues. En tant qu'expert de son domaine, il conseille sa hiérarchie et/ou la direction et est capable de traduire de manière claire et précise des problématiques complexes...

2.- Cadre manager

Cadre qui dirige, contrôle ou coordonne les travaux des personnels placés sous son autorité. Il dispose d'un pouvoir hiérarchique envers les personnels qu'il encadre et de larges initiatives et responsabilités.

Il a notamment la responsabilité de l'accompagnement, de la formation..., il doit faire preuve de qualités d'animation et de motivation et peut disposer d'une compétence spécifique à haute valeur technique.

Le classement des fonctions dans les échelons "b, c, ou d" est notamment établi selon :

- l'importance des compétences requises,
- la complexité des situations à gérer,
- la part prise dans la réalisation des objectifs,
- l'autonomie d'action.

CATEGORIE 8 b	
Après 6 ans maximum en catégorie 8 a.	Coefficient 450
CATEGORIE 8 c	Coefficient 550
CATEGORIE 8 d	Coefficient 660
CATEGORIE 9	
Ce niveau se justifie par la valeur technique élevée exigée, l'importance de l'établissement et la nécessité d'une coordination entre plusieurs services...	Coefficient 880
Ce niveau implique de très larges initiative et responsabilités.	

(Voir page suivante.)

Seuil de l'article 2.2 (ex-article 4 bis) – Assimilés cadres

I - DEFINITIONS GENERALES

(Extraits des définitions)

CATEGORIE 7

Agent dont la fonction exige des connaissances acquises par formation spécifique ou par expérience :

- connaissances générales dans plusieurs domaines..., dans les emplois où la conduite d'un groupe important d'agents est prédominante,
- ou connaissances approfondies dans une discipline particulière (scientifique, technique...) etc.

Le classement dans les échelons sera établi en fonction :

- des connaissances, des compétences et de l'expérience requises,
- de la complexité et de la diversité des situations,
- du degré d'autonomie,
- niveau des contacts internes et externes,
- niveau d'encadrement (importance de l'effectif et/ou du niveau des personnes encadrées).

CATEGORIE 7 a	Coefficient 315
----------------------	------------------------

CATEGORIE 7 b	Coefficient 345
----------------------	------------------------

CATEGORIE 7 c	Coefficient 375
----------------------	------------------------

II – EMPLOIS REPERES

CHEF DES ATELIERS D'ENTRETIEN	CATEGORIE 7 a – Coefficient 315 CATEGORIE 7 b – Coefficient 345 CATEGORIE 7 c – Coefficient 375
CHEF DE FABRICATION	CATEGORIE 7 a – Coefficient. 315 CATEGORIE 7 b – Coefficient. 345 CATEGORIE 7 c – Coefficient 375
CHEF DE FUSION	CATEGORIE 7 a – Coefficient 315 CATEGORIE 7 b – Coefficient 345 CATEGORIE 7 c – Coefficient 375

Bénéfice à certains salariés relevant de la catégorie des techniciens et agents de maîtrise d'un régime de prévoyance à destination des salariés cadres (ex-article 36)

Seuils des bénéficiaires

I - DEFINITIONS GENERALES

(Extraits des définitions)

<u>CATEGORIE 6</u>	
<ul style="list-style-type: none"> • CATEGORIE 6 a <ul style="list-style-type: none"> - <u>AGENT DE MAITRISE</u> Agent assurant l'encadrement d'un groupe composé principalement d'agents spécialisés... Il assure la conduite de travaux nécessitant des décisions d'adaptation. Il est responsable de l'organisation et de la répartition du travail dans son groupe... 	Coefficient 230
<ul style="list-style-type: none"> - <u>TECHNICIEN</u> Il doit prendre des décisions pour adapter ses interventions en fonction des conditions propres à chaque cas particulier. Il peut être appelé, dans sa spécialité, à conseiller d'autres agents et exercer un contrôle technique. 	Coefficient 230
<ul style="list-style-type: none"> • CATEGORIE 6 b <ul style="list-style-type: none"> - <u>AGENT DE MAITRISE</u> Agent assurant l'encadrement d'un groupe pouvant comprendre quelques agents hautement qualifiés... Il assure la conduite de travaux nécessitant des interventions techniques portant sur des modes opératoires et les méthodes de vérifications... Il est responsable de l'organisation et de la répartition du travail dans son groupe... Il connaît les règles de sécurité et la prévention des risques liés à son activité. 	Coefficient 250
<ul style="list-style-type: none"> - <u>TECHNICIEN</u> Sa compétence acquise doit lui permettre de prendre des décisions pour adapter ses interventions en fonction de l'interprétation des informations dans des circonstances variées... 	Coefficient 250

DEFINITIONS GENERALES *(suite)*
(Extraits des définitions)

<u>CATEGORIE 6</u>	
<ul style="list-style-type: none">• CATEGORIE 6 c<ul style="list-style-type: none">- <u>AGENT DE MAITRISE</u> <p>Agent assurant l'encadrement d'un groupe pouvant comprendre quelques agents de l'échelon 6 a.</p> <p>Il assure la conduite de travaux pour lesquels l'obtention des résultats fait appel à des solutions diversifiées et nécessitant des adaptations,...</p>	Coefficient 270
<ul style="list-style-type: none">- <u>TECHNICIEN</u> <p>Il doit prendre des décisions pour adapter ses interventions en fonction de l'interprétation des informations dans des circonstances complexes et variées,...</p>	Coefficient 270
<ul style="list-style-type: none">• CATEGORIE 6 d<ul style="list-style-type: none">- <u>AGENT DE MAITRISE</u> <p>Agent assurant l'encadrement d'un groupe pouvant comprendre des agents de l'échelon 6 b.</p> <p>Il assure la conduite de travaux pour lesquels dans certains cas l'obtention des résultats exige qu'il mette en œuvre des solutions inhabituelles,...</p>	Coefficient 290
<ul style="list-style-type: none">- <u>TECHNICIEN</u> <p>Sa compétence doit lui permettre d'intervenir dans des cas inhabituels ou difficiles et de proposer des modifications de méthode ou procédures existantes.</p> <p>Ces interventions et propositions nécessitent l'analyse de la situation pour rechercher et interpréter les éléments de résolution,...</p>	Coefficient 290

II – EMPLOIS REPERES

A – SERVICES ADMINISTRATIF ET GENERAUX

AGENT D'ETUDES COMPTABLES	CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
ASSISTANT	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230
COMPTABLE FOURNISSEURS ET TRESORERIE	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230
INFIRMIER EN SANTE AU TRAVAIL	CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
TECHNICIEN DE MAINTENANCE	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230

B – SERVICES FABRICATION ET ENTRETIEN

CHEF D'EQUIPE DECOR	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230
CHEF D'EQUIPE D'EMBALLAGE ET D'EXPEDITION	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230
CHEF D'EQUIPE ENTRETIEN ET/OU TRAVAUX NEUFS	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230 CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
CHEF D'EQUIPE FUSION	CATEGORIE 6 b – Coefficient 250
CHEF DE SECTEUR DE FABRICATION	CATEGORIE 6 d – Coefficient 290
CHEF DE SECTION DECOR	CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
CHEF D'EQUIPE OU CONTREMAITRE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS	CATEGORIE 6 c – Coefficient 270 CATEGORIE 6 d – Coefficient 290

(Voir page suivante.)

C – SERVICE TECHNIQUE

AGENT TECHNIQUE DE LABORATOIRE	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230 CATEGORIE 6 b – Coefficient 250 CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
CHIMISTE	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230 CATEGORIE 6 b – Coefficient 250 CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
DESSINATEUR D'ETUDES	CATEGORIE 6 b – Coefficient 250 CATEGORIE 6 c – Coefficient 270
DESSINATEUR D'ETUDES SIMPLES	CATEGORIE 6 a – Coefficient 230
DESSINATEUR PROJETEUR	CATEGORIE 6 d – Coefficient 290
TECHNICIEN	CATEGORIE 6 d – Coefficient 290